



REVUE DE PRESSE

Du 20 novembre au 1er décembre 2023



**RÉGION ACADÉMIQUE
MAYOTTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Les médias locaux

TV & RADIOS



PRESSE ECRITE



MAGAZINES

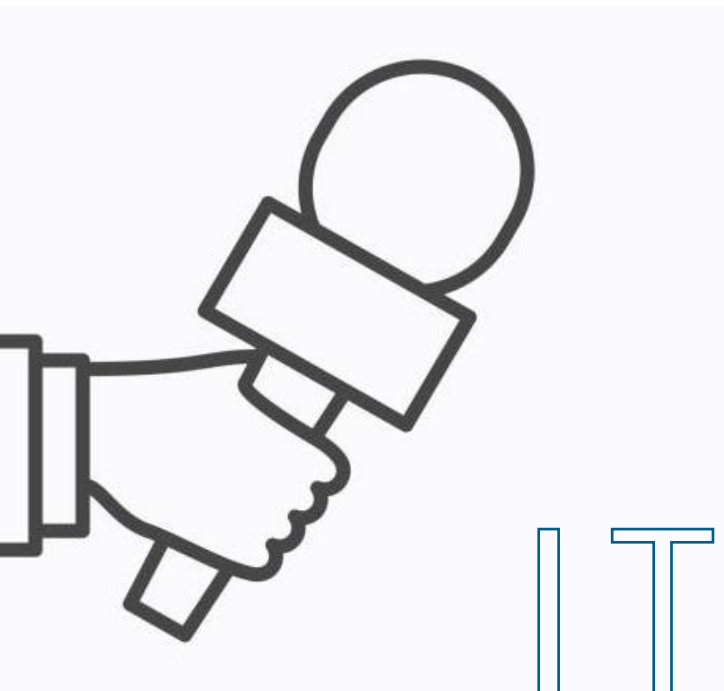




RÉGION ACADÉMIQUE MAYOTTE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

BONNE LECTURE !



ITW > TV

mayotte ● 1

> Interview du directeur de Cabinet, Benjamin Lazard-Peillon au journal de 13h, le 01/12/2023



https://la1ere.francetvinfo.fr/mayotte/programme-video/la1ere_mayotte_le-13h-a-mayotte/diffusion/5445180-emission-du-vendredi-01-decembre-2023.html

PRESSE ÉCRITE



ÉCONOMIE : Naissance du Pôle des métiers de l'aérien à Pamandzi

Depuis plusieurs années, une filière des métiers de l'aérien était abritée au sein du lycée de Petite Terre. Elle monte en gamme puisqu'elle aura désormais son site propre tout à côté de l'aéroport Marcel Henry. Cela a été officialisé par la création d'un CIRAS ce vendredi à la case Rocher. Et d'autres Pôles de spécialités sont annoncés.

L'opportunité de créer un Pôle préparant les élèves aux métiers de l'aérien a été étudiée dès 2019 à Mayotte. Les acteurs que sont la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC), Edeis Aéroport Mayotte (exploitant de l'aéroport), la préfecture et le rectorat se sont réunis. Décision a été prise d'implanter dans un premier temps un début de filière au lycée de Petite Terre, il a déjà vu plusieurs générations de bacheliers pro spécialisées dans ce domaine.

Parallèlement, l'implantation d'un pôle était étudié à proximité de l'aéroport. La DGAC était propriétaire du terrain, et après que le rectorat l'eut récupéré via la préfecture, les travaux étaient lancés sous la forme d'un Marché Global de Performance. Ils sont déjà bien avancés comme l'expliquait Houzainoudine Moustoifa, Responsable des projets immobiliers au rectorat : « Grâce à ce procédé rapide de MGP, le futur Pôle de l'aérien prend peu à peu forme, avec un hangar couvert à 60%, et les salles de classe en cours de construction. Nous pourrions faire la rentrée prochaine dans ce bâtiment ». Il jouxte l'aéroport. Il bénéficiera d'un plateau technique professionnel, plus structuré que l'installation actuelle du lycée de Petite Terre.

Multiplication des pôles

Pour le recteur Jacques Mikulovic, ce système de spécialisation professionnelle est parfaitement adapté à Mayotte : « Nous nous sommes



Au lycée de Petite Terre en 2020, TP pour les élèves sur un Cessna

aperçus qu'il y avait beaucoup de débouchés dans l'aérien, les pistes ont été lancées... c'est le cas de le dire, et trois recteurs successifs y ont travaillé. Cette notion de Pôle de compétence est amenée à se décliner, et nous avons déjà plusieurs idées. A Chiconi-Coconi, le Pôle agroalimentaire, à Bandré, l'hygiène et l'environnement et à Kahani, la Santé-bien être. Sans oublier bien sûr le lycée des métiers de la mer en Petite Terre. Nous aurons tout, mer, terre et air ! Le tout en Bac Pro mais aussi en BTS, et pourquoi pas monter ensuite de niveau. » Des pôles qui intégreront systématiquement des internats, « car ils vont scolariser des élèves venus de l'ensemble de l'île, et lorsqu'ils sont internes, ils développent une meilleure capacité de travail. »

Cette école spécialisée reprendra les diplômes déjà délivrés au lycée de Petite Terre qui avait accueilli la spécialité : Bac Pro Aéronautique option systèmes, Bac Pro des métiers de la sécurité aéroportuaire, Bac Pro de l'accueil en aérogare, des CAP, etc. « Pendant leur scolarité, ils doivent effectuer 22 semaines de stage dans une entreprise du secteur de l'aérien

à Mayotte, à La Réunion ou en métropole. Ils sont employables de suite ou peuvent partir en mobilité ensuite et continuer à se former », nous explique Philippe Lefebvre, Délégué régional académique à la formation professionnelle initiale et continue.

Les entreprises peuvent s'installer, les professionnels sont là !

Un papa tient en main le diplôme de son fils, un Bac Pro spécialisé dans l'aérien, « actuellement il est au lycée des métiers Charles de Gaulle à Toulouse, mais il n'arrive pas à trouver un stage ». La signature de ce jour par laquelle le recteur Jacques Mikulovic donne naissance au CIRAS, Comité d'Initiation Régional à l'Aéronautique et au Spatial, devrait permettre d'améliorer les choses, toujours selon le délégué académique : « Cela va permettre une cohérence des parcours, par rapport la demande économique des acteurs mais aussi pour qu'il n'y ait pas de rupture. » Ce travail mené depuis 2019 a pour objectif d'offrir des débouchés supplémentaires à la nombreuse jeunesse de l'île, « nous avons anticipé sur la venue d'acteurs

spécialisés, comme les fournisseurs de drones, pour lesquels il faudra être formés, mais aussi la maintenance des avions, le travail en aéroclubs, du vol à voile, etc. »

Certains ont poursuivis la formation, explique le proviseur du lycée de Petite Terre, Pascal Lecocq, « ils font un an de mentions complémentaires pour se spécialiser, et sont très demandés ensuite. La société Airbus est en grand besoin. »

Parmi les parents venus récupérer les diplômes de leurs bacheliers, un jeune homme dont le visage n'est pas inconnu, Fernand Keistler, l'un des premiers pilotes de l'air mahorais, qui exerce toujours chez Ewa Air, « je suis venu récupérer le diplôme du petit frère de ma femme ! », l'aérien, une histoire de famille !

Le recteur lui, espère inaugurer le Pôle de l'aérien en présence du ministre Gabriel Attal « au premier trimestre 2024 »...



Jacques Mikulovic, Houzainoudine Moustoifa, Philippe Lefebvre et Pascal Lecocq, pour un point d'étape du projet

Retrouvez en direct les annonces des coupures d'eau.

Mayotte INF  

SCANNÉZ MOI

Anne Perzo-Lafond



Les Bac Pro accueil, diplômes en main

FORMATION : REMISE DE DIPLÔMES ET SIGNATURE D'UN ARRÊTÉ

Bientôt un centre de formation dans les métiers de l'aérien à Pamandzi

Insertion

Vendredi 17 novembre, c'était la remise de diplômes et la signature à Pamandzi. Le recteur de l'académie de Mayotte était présent en Petite-Terre pour signer l'arrêté de création du CIRAS, qui vise à soutenir la formation des métiers de l'aérien, et pour remettre également leur diplôme aux jeunes étudiants

Ce vendredi 17 novembre, la signature de l'arrêté de création du Comité d'Initiation Régional Aéronautique et Spatial (CIRAS) a été réalisée. Il s'agit d'un comité de soutien dans la formation des métiers de l'aérien, comme l'explique Jacques Mikulovic, Recteur de l'académie de Mayotte. Il souligne également « qu'il y a un po-



tentiel de développement important avec l'aéroport

de Pamandzi et la nécessité d'avoir des personnes formées dans tous les environnements de l'aéroport, comme la maintenance des avions, la sécurité et l'accueil dans les aéroports, et pourquoi pas aussi des hôtesses de l'air, et peut-être un jour du personnel navigant. »

L'académie de Mayotte a récupéré du foncier, qui a été transmis par la DGAC en face de l'aéroport et qui servira à la construction d'un centre de formation, avec l'espoir qu'il ouvre ses portes pour la rentrée de septembre 2024. L'établissement, dont la construction a déjà commencé, pourra accueillir plus de 400 élèves de niveau bac professionnel, dans les métiers spécifiques de l'aérien comme la sécurité et la maintenance aéronautique. L'enseignement supérieur sera également développé avec la création d'une filière BTS et l'élargissement des formations à Mayotte. « C'est une filière très attractive, et j'espère que demain on étoffera ce pôle pour élargir la formation », précise le Recteur.

L'après-midi était également consacrée aux jeunes élèves du lycée polyvalent de Pamandzi situé en Petite-Terre, qui ont reçu leur diplôme de baccalauréat professionnel, spécialité métiers de la sécurité, des mains du Recteur de l'académie de Mayotte. « Je suis très content de l'avoir obtenu. Je pourrais peut-être travailler dans l'aéroport, il y a plein de domaines où on peut travailler grâce à ce diplôme », témoigne ce jeune diplômé. La satisfaction était pour l'ensemble de la classe qui a obtenu son diplôme.

Il est à espérer que les travaux ne prendront pas de retard et que l'ouverture de cet établissement permettra aux futurs diplômés de trouver un emploi qui les fera rester sur le territoire. Développer la formation à Mayotte pour les jeunes est crucial pour éviter de voir les étudiants partir poursuivre leurs études en Métropole ou à La Réunion, comme c'est souvent le cas actuellement.

Anthony Maltret

AUDIM
AUSTRAL DISTRIBUTION MAYOTTE

Toute notre gamme de produits d'hygiène pour votre protection individuelle

02 69 62 04 51

ALCOOL EN GEL

ÉDUCATION : Valorisation du métier d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles

Un engagement interministériel et territorial a été signé ce mardi 21 novembre, visant à appuyer une meilleure reconnaissance des personnels socio-affectifs que sont les ATSEM.

Par communiqué officiel, il est indiqué que **Gabriel Attal**, ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, **Stanislas Guerini**, ministre de la Transformation et de la Fonction publique et **Dominique Faure**, ministre déléguée chargée des Collectivités territoriales et de la Ruralité, ont signé avec l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), la Fédération nationale des centres de gestion (FNCDG), le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) et le Président du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (CSFPT) [La Charte pour une meilleure reconnaissance](#) des compétences professionnelles des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (ATSEM).

En effet, à la fois agent d'une collectivité territoriale et indiscutable membre de la communauté éducative, l'ATSEM incarne « le partenariat quotidien entre l'Etat et les collectivités, au service de l'École de la République et de la réussite des élèves » tout comme leur épanouissement. Véritable référent



(DR/EspaceConcours/illustration)

pour l'enfant, il est aussi un relai de confiance pour les parents en plus de ses missions d'assistance éducative auprès des enseignants.

Issue d'un travail fructueux avec les organisations représentatives et les employeurs territoriaux, cette charte permet de décliner des objectifs ambitieux pour :

- Favoriser la reconnaissance du rôle joué par les ATSEM au sein des écoles maternelles pendant le temps scolaire ;
- Fluidifier la relation des ATSEM avec les personnels enseignants ;

- Faciliter leur évolution professionnelle grâce à l'adaptation de l'offre de formation et l'accompagnement pour passer des concours, des examens professionnels ou réaliser une validation des acquis de l'expérience ;

- Améliorer leur qualité de vie au travail, grâce à la formation en matière d'hygiène et sécurité, et à la valorisation de bonnes pratiques en matière d'ergonomie et de prévention des risques professionnels.

Le communiqué national indique que : « La signature de cette charte est une étape importante dans la reconnaissance du rôle central que tiennent ces agents territoriaux, et permettra de poursuivre notre action globale en faveur de tous les agents publics pour faciliter les promotions, accompagner leurs transitions professionnelles ou encore prévenir l'usure professionnelle ; objectifs au cœur du projet de loi à venir pour la fonction publique ».

Pour visualiser cette charte: [cliquez sur le lien](#)



ÉDUCATION : Un colloque pour repenser les sciences de l'éducation dans une perspective régionale

Le colloque international des sciences de l'éducation et de la formation a ouvert ses portes ce lundi 20 novembre au CUFR de Dembeni. Organisé par le maître de conférences Philippe Charpentier, il a pour objectif de présenter les différentes recherches effectuées en sciences de l'éducation dans l'océan Indien. De quoi inspirer les étudiants en master Sciences de l'Education et de la Formation dans leurs futures pratiques d'enseignement !

Comment penser l'éducation/l'instruction des jeunes générations des pays de l'océan Indien pour faire face aux défis d'aujourd'hui et de demain ? Telle est la problématique principale du colloque international organisé au CUFR ces lundi 20 et mardi 21 novembre. A l'heure où l'enseignement à Mayotte fait face à des difficultés de plus en plus nombreuses, notamment liées à la question de l'immigration



Hery-Frédéric Rakatomalala, chercheur malgache, a évoqué les interdépendances entre les postures des enseignants et celles des élèves.



Pour Philippe Charpentier, il est essentiel d'amorcer un échange entre chercheurs en sciences de l'éducation et de la formation dans l'océan Indien.

en provenance des Comores, Philippe Charpentier a estimé qu'il était utile d'ouvrir la réflexion des étudiants en leur proposant les résultats de recherches en Sciences de l'Education et de la Formation issus des chercheurs des pays voisins. « Il y a beaucoup de tensions dans l'enseignement actuellement entre ce qui est demandé par l'institution et la réalité du terrain. Mayotte fait administrativement partie de l'Europe, mais géographiquement et culturellement elle fait partie de l'océan Indien, il est donc intéressant de voir ce qui se passe dans les pays voisins en termes d'éducation », a-t-il affirmé.

Plusieurs maîtres de conférences d'universités malgaches, réunionnaises, comoriennes, mais aussi métropolitaines ont répondu présents à ce colloque. Sollicité, Le Mozambique n'a malheureusement pas répondu. « L'un des problèmes communs est que les enseignements

se font en français alors que ce n'est que rarement la langue première des élèves », constate Philippe Charpentier. Cette question constitue évidemment le nœud principal des difficultés d'enseignement à Mayotte, alimenté par le niveau souvent un peu trop léger de beaucoup d'enseignants. « On cherche à faire du quantitatif au détriment du qualitatif. Titulariser des personnes qui n'ont pas le niveau est un fait qui m'interroge. Je n'ai pas la solution, mais force est de constater que le quantitatif ne suffit pas », analyse-t-il. Outre l'ouverture de la réflexion à la région, le maître de conférences espère également que ce colloque permettra de développer un esprit de recherche chez les étudiants qui en manquent malheureusement souvent.

L'anthropologie au secours des sciences de l'éducation ?

Les intervenants, en présentiel ou distanciel, se sont succédé tout au long de la matinée pour partager les fruits de leurs recherches. Xavier Riondet, de l'université de Rennes 2, a fait un point sur le fonctionnement de l'enseignement dans l'hexagone en se demandant comment l'adapter aux régions périphériques. « Il est parfaitement possible d'appliquer des modèles anciens en les réactualisant », a-t-il observé en citant comme exemple la pédagogie Freinet qui, bien qu'agée d'un siècle, fonctionne toujours très bien sur les élèves actuels si tant est qu'elle soit réadaptée.

Les chercheurs malgaches ont, pour leur part, abordé des problématiques aussi diverses que l'approche curriculaire et pragmatique pour le changement de comportement des élèves dans une perspective de protection de l'environnement et les relations d'interdépendance entre les postures des enseignants et celles des élèves. Maître de conférences en anthropologie au CUFR, Georgeta Stoica a quant à elle présenté les

travaux d'une enseignante mahoraise, Haïra Saïd Allaoui, partie explorer comment se passait l'école à Anjouan. « Il est essentiel de mieux connaître l'histoire de vie de ses élèves pour les aider à mieux apprendre », a conclu l'anthropologue. Comment apprend-on à Anjouan et qu'est-ce qui pousse à venir à Mayotte ? Autant d'interrogations essentielles à une meilleure prise en charge des élèves.

De nobles ambitions, mais comment

faire concrètement quand on est quotidiennement face à une trentaine d'élèves aux besoins différents ? C'est le bémol que nous a exprimé Soihabati, l'une des étudiantes participant au colloque. « C'était très intéressant, mais ça manquait d'éléments concrets à appliquer dans notre quotidien », a-t-elle déploré en regrettant que trop peu d'outils n'aient été livrés. Toutefois, comme l'a affirmé Philippe Charpentier, la recherche n'a pas pour vocation de trouver des

solutions toutes faites, mais plutôt de lancer des pistes de réflexion. « Ce colloque a pour objet d'initier une recherche commune et de mieux se connaître entre pays voisins », a-t-il rappelé. On peut toutefois espérer que ces réflexions sèment des graines dans l'esprit des étudiants afin de leur permettre d'améliorer leur pratique en trouvant des solutions innovantes adaptées aux besoins de leurs élèves.

Nora Godeau



Ce colloque a pour objet de semer des graines dans l'esprit des futurs enseignants mahorais afin d'améliorer leurs pratiques.

SOCIÉTÉ : Salon de l'orientation des lycéens la semaine prochaine

Le salon régional de l'orientation des lycéens est itinérant et se déroulera du 28 novembre au 8 décembre 2023 dans les différents lycées de notre territoire.

En amont de la formulation des vœux sur Parcoursup, l'objectif est d'accompagner les futurs bacheliers, et leurs parents, dans la construction de leur projet de formation. Le salon régional de l'Orientation leur permettra de s'informer sur l'offre de formation dans l'enseignement supérieur et sur les dispositifs d'aide à leur future vie étudiante (bourses, mobilité, logement, etc.).

Les élèves et leurs parents auront la possibilité d'échanger avec les intervenants des lycées (BTS, CPGE, Mentions Complémentaires...), du CUF, de l'IFSI, de l'IRTS, de l'école VATEL, du GRETA-CFA, du pôle Parcoursup de la DRAIO, du campus connecté, des services du Conseil Départemental (la cité des métiers et la direction de l'enseignement supérieur (ex-DPSU), de la préfecture (dispositif cadres d'avenir), de LADOM, du CROUS, du Centre d'Information et d'Orientation, des associations (Action Logement, Association Nationale des Apprentis de France, AEJM, Mayotte Entraide Etudiants, Réseau LAHIKI, FAMM).

L'orientation étant une démarche de co-construction entre l'élève, les parents et les équipes éducatives, les familles sont invitées à accompagner leurs enfants selon le calendrier suivant : Mardi 28/11 matin au lycée de Chirongui, Mercredi 29/11 matin au lycée des Lumières, Jeudi 30/11 matin au lycée de Dombéni, Vendredi 1/12 matin au lycée de Bamana, Lundi 4/12 matin au lycée de Petite Terre, Mardi 5/12 matin au lycée de Kawéni, Mercredi 6/12 matin à la Cité du Nord, Jeudi 7/12 matin au lycée de Kahani, Vendredi 8/12 matin au lycée de Sada.

« Ce salon s'inscrit dans une démarche globale d'accompagnement du parcours de chaque jeune tout au long de



Dernier Salon de l'étudiant à la MJC en octobre

son parcours de formation, et ce dès le collège. L'année de terminale est primordiale dans ce processus de décision de choix d'orientation. Nos lycéens de terminale ne sont pas seuls face à leur choix. Ils sont accompagnés :

-Dans leur lycée par les professeurs principaux, les psychologues de l'EN...

-Au CIO, pour bénéficier d'entretiens conseils, situé à la Cité des Métiers à Mamoudzou, 02.69.63.34.02, cio@ac-mayotte.fr

-Avec le numéro vert PARCOURSUP 0 800 721 800 du lundi au vendredi de 8h à 12h (assistance messagerie CONTACT en continu sur toute la campagne)

Calendrier PARCOURSUP : ouverture du site d'information Parcoursup.fr à partir du 20/12/23. Les candidats auront du 17/01/24 jusqu'au 14/03/24 pour formuler leurs vœux et jusqu'au 3/04/24 pour finaliser leur dossier et confirmer leurs choix une fois le dossier complet. »



Bandrelé

Les enfants tout en joie

La fête a duré toute la matinée de jeudi sur le front de mer de Bandrelé. Une douzaine de stands s'étaient installés : Haki Za Wanatsa, bien sûr, mais aussi la gendarmerie nationale, le lycée de Bandrelé, la Crèche du village, la Croix Rouge...

300 enfants des classes primaires de la commune sont venus avec une cinquantaine de parents. 2 chorales enfantines ont interprété des chants sur les droits des enfants. La scène a aussi été occupée par de petites représentations théâtrales qui illustraient les différents droits de l'enfance : droit de jouer, droit d'apprendre, droit d'aller à l'école...

A 13 heures presque tout le monde était parti, il ne restait plus que quelques dames qui se reposaient après les rangements et Yassine Boinali, le coordinateur du projet Réussite Educative de Bandrelé, qui montrait la fresque réalisée par les enfants. Une douzaine de la



cinquantaine de jeunes, qu'il suit, étaient venus pour monter sur la scène pour participer à des jeux de rôles.

M-B N





Marine Gachet

« JE VAIS FAIRE ATTENTION AU TRI MAINTENANT »

LA SOMAPRESSE ORGANISE LA VÈME ÉDITION DES TROPHÉES MAHORAI DE L'ENVIRONNEMENT, ET À PAR LA MÊME OCCASION LA SEMAINE DE L'ENVIRONNEMENT. PLUSIEURS THÉMATIQUES SONT ABORDÉES AVEC DIFFÉRENTS ACTEURS ENGAGÉS DANS LA CAUSE ENVIRONNEMENTALE. CE MERCREDI, LES DÉCHETS ET LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ÉTAIENT AU CENTRE DES INTERVENTIONS QUI ONT EU LIEU AU LYCÉE DES LUMIÈRES, À MAMOUDZOU. L'OCCASION DE TOUCHER UN PUBLIC JEUNE, CELUI DES SCOLAIRES.

Ce mercredi, la semaine de l'environnement a changé de décor pour se rendre au lycée des Lumières. Une quarantaine d'élèves, dont certains suivent une option sur le développement durable, étaient réunis dans l'amphithéâtre de l'établissement situé à Kawéni, dans la ville de Mamoudzou. Le thème de la matinée : les déchets et la protection de l'environnement. Chanoor Cassam, le directeur général des services du Syndicat intercommunal d'élimination et de valorisation des déchets de Mayotte (Sidevam 976), était le premier à intervenir pour présenter le travail de la collectivité en charge de collecter et traiter les déchets de Mayotte. « *Le Sidevam est l'entité publique chargée de collecter les déchets à Mayotte depuis 2014. Nous avons 360 agents* », apprend-il, pédagogue, au jeune public.

Sa présentation s'est longuement attardée sur le centre d'enfouissement de l'île, situé à Dzoumogné. Les déchets n'y sont pas seulement enfouis. Il explique que le lixiviat, autrement dit le « *jus de pouvelle* », est récupéré et traité pour être transformé en eau pure avant d'être rejeté dans l'écosystème. « *N'y a-t-il pas un risque que l'enfouissement des déchets engendre une pollution des sols et des nappes phréatiques ?* », demande un des membres du public. « *Le lixiviat est récupéré dans un bassin* », répond Chanoor Cassam, qui ajoute que

les déchets ne sont pas enterrés à même le sol, qui est protégé par une géomembrane, qui doit éviter toute contamination.

LA DURÉE DE VIE DU CENTRE D'ENFOUISSEMENT EN DANGER

Si ce centre a été prévu pour être exploitable pendant trente ans au moment de sa création en 2014, il se pourrait que sa durée de vie soit écourtée. En effet, le Sidevam 976 n'est sensé enfouir que les déchets non recyclables. Seulement, 97% des emballages qui pourraient être recyclés finissent enfouis à Dzoumogné, ce qui réduit, au fur et à mesure, la capacité du site. Un dysfonctionnement dont les origines peuvent se trouver dans le manque de tri des déchets ou encore dans la collecte de ces derniers. « *Entre les déchets emballages et les biodéchets, qui peuvent être compostés, cela fait 54% de déchets que nous enfouissons pour lesquels il existe une autre solution. Il est donc possible de prolonger la durée de vie du centre d'enfouissement* », appuie Chanoor Cassam, qui a insisté, auprès des élèves, sur la nécessité de faire le tri.

C'est également dans ce but que le Sidevam 976 travaille sur le projet Douka, qui consiste à créer un réseau de commerces de proximité qui récupéreront les



emballages recyclables à travers un système de consigne.

UNE APPLICATION POUR SIGNALER LES DÉCHETS

Lutter contre la dispersion des déchets dans la nature, c'est une des missions que Wenka Culture, basée à Kawéni, s'est donnée. Farid Abdallah, coordinateur au sein de l'association, a présenté leur projet d'application Wezo, qui permet de prendre en photo

les déchets et de les signaler, avec des données de géolocalisation précises. Une application mobile, qui, selon Farid Abdallah, pourrait régler un facteur qui favorise la prolifération des dépôts sauvages. « Le problème, c'est que quand on voit des déchets, on ne sait pas à qui les signaler », constate-t-il.

Là, pas besoin de se poser la question. Avec cette application, toutes les données nécessaires à la localisation et à la collecte des déchets seront directement transmises à l'association, à la



Chanoor Cassam, directeur général des services du Sidevam, a présenté les actions du syndicat des déchets aux élèves du lycée des Lumières.



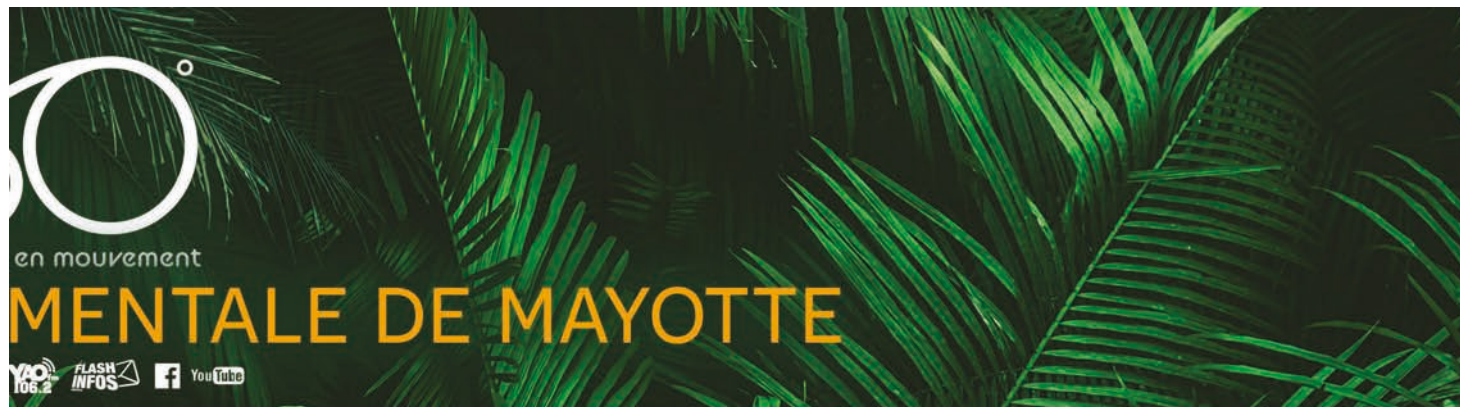
Une quarantaine d'élèves étaient présent pour cette troisième journée de la semaine de l'environnement.

communauté d'agglomération Dombéni-Mamoudzou (Cadema) et au service technique de la ville de Mamoudzou, qui viendront s'en occuper. Si ce projet a originellement été conçu spécialement pour le quartier de Kawéni, il devrait être déployable sur l'ensemble du territoire. Il ne reste qu'à trouver les financements pour la dernière étape de la conception de Wezo, le développement de l'application.

ÉDUIQUER LA JEUNESSE À L'ENVIRONNEMENT

Philippe Vandecasteele, inspecteur de Sciences et Vie de la Terre (SVT), a clôturé ce rendez-vous en parlant aux élèves de l'éducation à l'environnement. « Le patrimoine naturel de Mayotte est

extraordinaire, mais tout ça est fragile », avertit-il au début de son intervention. Alors que, pour lui, la sensibilisation ne consiste qu'à communiquer une information sans s'assurer qu'elle soit bien prise en compte, l'éducation, permet, elle, d'ancrer chez les personnes les bons comportements à avoir. Cela passe par les programmes scolaires par exemple. « Il faut aussi ne pas chercher à effrayer, car, s'il n'y a pas d'espoir, on n'agit pas », affirme-t-il. L'inspecteur a insisté sur l'action symbolique de planter un arbre, persuadé que chaque élève devrait le faire pour se sentir impliqué. Ce dernier mise aussi sur les sciences participatives, avec l'application Faune Mayotte par exemple, qui permet de répertorier les espèces animales aperçues sur le territoire, ou



encore le projet international Plastique à la loupe, qui consiste à ce que les scolaires ramassent les microplastiques sur la plage. Les Foundis du Lagon, un projet lancé par le Parc naturel marin de Mayotte et auquel participent plusieurs classes sur l'île, dont une de celles présentes ce mercredi à la conférence au lycée des Lumières, est un autre exemple qui permet, selon Philippe Vandecasteele, aux enfants de se sentir engagés dans le développement durable.

Le rectorat a des objectifs à court et moyen terme pour s'engager davantage dans cette voie. Par exemple, sa participation au concours Cube.S, qui pousse

les établissements à s'engager dans la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique. Il souhaite également généraliser la culture de potager dans les établissements, que chaque élève de sixième plante un arbre et que l'ensemble des écoles soient éco-labellisées d'ici 2025.

Une table ronde riche, d'après les élèves à la sortie de l'amphithéâtre. « C'était très intéressant, j'ai appris beaucoup de choses », dit l'une d'entre elles. Une autre ne regrette pas d'être venue et montre que ce genre de conférence peut porter ses fruits : « Je ne savais pas que les déchets étaient enfouis. Je vais faire attention au tri maintenant ». ■



« IL Y A PLEIN D'ENFANTS À MAYOTTE MAIS ON NE LES LAISSE PAS S'EXPRIMER »

L'ASSOCIATION HAKI ZA WANATSA (DROITS DES ENFANTS), CRÉÉE EN 2006 ET RESTRUCTURÉE DEPUIS 2018, SE BAT POUR QUE LES MINEURS PRÉSENTS À MAYOTTE AIENT LES MÊMES DROITS QUE CEUX DU RESTE DE LA FRANCE. CEPENDANT, LE COMBAT EST LONG ET SEMÉ D'EMBÛCHES. LE MANQUE DE MOYENS FINANCIERS, DE VOLONTÉ POLITIQUE, OU LES BARRIÈRES CULTURELLES SONT LES PRINCIPAUX FREINS. CELA ÉTANT, LA PRÉSIDENTE DE LA STRUCTURE, LYDIA BARNEOUD, CONSTATE UNE ÉVOLUTION DES MENTALITÉS.



Mayotte Hebdo : Vous êtes à la tête de Haki Za Wanatsa depuis 2018, quels progrès observez-vous sur la question des droits des enfants ?

Lydia Barneoud : Il y a une évolution car avant on ne parlait pas du tout des droits de l'enfant mais uniquement des devoirs. Même aujourd'hui on nous dit encore que l'enfant n'a pas de droits mais des devoirs. Cependant nous avons fait un chemin considérable en 5-6 ans.

Au sein de l'association, nous menons une campagne annuelle de deux mois pour les droits de l'enfant, afin d'expliquer qu'un mineur n'a pas les mêmes droits et devoirs que l'adulte et que ce dernier a le devoir de le protéger. Le fait que l'enfant comprenne qu'avant 18 ans il a des droits et des devoirs c'est primordial, notamment en ce qui concerne les violences sexuelles. Et on s'est rendu compte avec Wamitoo qu'il y en a partout.

MH : Quelles sont vos principales missions ?

L.B : Une grande partie de notre activité est aussi d'accompagner la parentalité, de faire de l'éducation à la vie affective et sexuelle. C'est dans la loi. Ils devraient avoir 21h de cours sur ça. Quand on voit le nombre d'enfants victimes d'agressions sexuelles, on ne comprend pas pourquoi la plupart ne bénéficient pas de cet enseignement.

MH : Cette année, votre campagne de sensibilisation est axée sur le droit à l'expression des jeunes. Pour quelles raisons ?

L.B : Le droit des jeunes à s'exprimer est basé sur l'article 12 de la Convention

internationale des droits de l'enfant (CIDE). A Mayotte ils sont invisibilisés, qu'ils soient à la rue ou qu'ils soient dans un milieu social favorisé. Cela crée un fossé entre eux et leurs parents. Donc on essaye de les rapprocher, et de prévenir les drames. Il y a beaucoup de jeunes à Mayotte, mais on ne les laisse jamais s'exprimer. Alors que dès qu'on les écoute ils ont plein de choses à raconter.

MH : Vous travaillez avec quelle catégorie d'enfants ?

L.B : Avec tous les enfants de Mayotte. Les gens pensent que nous travaillons seulement avec les mineurs isolés, les enfants d'étrangers etc. Mais c'est vraiment tout le monde. Et avec la campagne contre les violences sexuelles, on s'est rendu compte qu'il n'y a pas de catégorie sociale plus touchée que d'autres, tout le monde est concerné. On doit pouvoir parler à tous les enfants, comprendre leurs problèmes, leurs envies. On ne fait pas de politique. Mais si on veut protéger les enfants, il faut qu'on s'en occupe, qu'on leur montre qu'on les voit. Nous sommes contents de travailler avec des jeunes car on voit leur progression, on voit qu'ils renouent le dialogue avec leurs parents, ils construisent des perspectives d'avenir et ils sont solidaires entre eux.

« LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES SONT LA CONTINUITÉ DES VIOLENCES FAITES AUX ENFANTS »

MH : Les violences sexuelles sur mineurs sont l'un des fléaux sur l'île. Comment mieux les protéger ?

L.B : Il faut que les faits soient imprescriptibles car certains font une amnésie traumatique. Ils ont besoin de plusieurs années pour en parler et porter plainte. Souvent quand ils y arrivent, c'est prescrit. Et quand ça ne l'est pas, c'est classé sans suite. Il faut attaquer ce système qui protège toujours les mêmes. On dit aux enfants qu'ils faut qu'ils parlent quand ce genre de choses leur arrive, mais quand ils parlent, soit ils ne sont pas entendus, soit on les croit mais ils ne sont pas protégés. Et on leur demande de se taire, de ne pas faire de bruit. C'est dramatique. De plus, ça ne s'arrête pas à l'enfance. Les violences faites aux femmes sont la continuité des violences faites aux enfants. On se bat contre ça. C'est un bel angle de bataille. Mais il manque de moyens et de volonté politique. Il faut arrêter de tout le temps tout donner aux mêmes.

MH : Malgré le travail des associations, on voit encore beaucoup d'enfants bafoués de leurs droits à

l'éducation, à la santé, à la protection etc. Nous avons l'impression que les acteurs engagés dans cette cause n'y arrivent pas.

L.B : Oui c'est clair, ce n'est pas qu'une impression. Tout est chiffré, on sait combien ça coûterait pour bien faire les choses, maintenant il faut mettre la main à la poche. Donc c'est vrai qu'en tant qu'association, même avec toute la bonne volonté du monde, on a tendance à baisser les bras. On aide au compte goutte car on n'a pas assez de moyens.

On a tous l'impression que les institutions investissent de l'argent pour que des commissions fassent des recommandations pour au final ne pas les appliquer. En métropole on ne pourrait pas imaginer des enfants qui vont à l'école sans eau, sans manger. Mais je pense que la cause des enfants n'est pas leur priorité, car un enfant ne vote pas.

MH : Êtes-vous soutenus par les institutions locales ?

L.B : Certaines oui. On a fait quatre campagnes entièrement bénévolement. Et on est venus nous chercher pour nous donner de l'argent et pérenniser la structure. Je parle des services de l'Etat comme l'Agence régionale de santé, la DEETS, la DRDFE. Le rectorat nous ouvre ses portes en grand, aussi. Avec le département c'est plus compliqué. Mais force est de constater que chaque année on améliore nos relations. Le conseil départemental nous soutient moralement.

MH : À Mayotte on fait parfois la différence entre un enfant français et un enfant étranger. Est-ce que les deux ont les mêmes droits en France ?

L.B : Oui, au sens de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE). Au sens de la loi française aussi, mais dans la pratique ce n'est pas le cas. On est censés scolariser tous les enfants par exemple, mais pour ceux dont les parents ne sont pas en situation régulière on le sait, c'est beaucoup plus compliqué. Je ne dis pas que les droits des Mahorais français sont respectés, mais disons que les étrangers cumulent, forcément.

MH : On accuse souvent les associations locales de protéger les jeunes délinquants. Qu'avez-vous à leur dire ?

L.B : Nous sommes toutes et tous victimes des phénomènes de violence urbaine à Mayotte. Nous protégeons le droit, parce qu'il est garant de nos libertés et de notre sécurité, justement. Pourquoi ne pas s'insurger plutôt contre les adultes qui sont maltraitants, contre les agresseurs des 35% de personnes ici à Mayotte qui sont victimes d'agression sexuelle dans leur enfance. Et puis, se pose-t-on les bonnes questions ? D'où vient la violence, en premier lieu ? Que s'est-il passé dans son parcours de vie ? Pourquoi il n'est pas à l'école ? Où sont ses parents ? D'où vient le problème ? Qui a foiré ? Quelle est la part de responsabilité collective ?

« PLUS DE 300 JEUNES PLACÉS N'ONT PAS D'ÉDUCATEURS »

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT, QUI A EU LIEU LE LUNDI 20 NOVEMBRE, EST À L'ORIGINE D'UNE SEMAINE DE DIFFÉRENTES ANIMATIONS ET CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LE DÉPARTEMENT. L'OBSERVATOIRE DÉPARTEMENTAL DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE (ODPE), CRÉÉ EN 2022, A PRÉSENTÉ SON RAPPORT SUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE À MAYOTTE.

PLUS DE 2.000 SIGNALEMENTS

De plus en plus d'enfants sont confiés à la protection de l'enfance. De 1.864 informations entrantes (N.D.L.R signalements) en 2021, elles étaient 2.347 en 2022. Soit une augmentation de 26%. Au 31 juillet 2023, 1.190 mineurs étaient suivis par la Protection de l'enfance. Une situation préoccupante, sur laquelle Saindou Attoumani, conseiller départemental, n'a pas manqué d'alerter lors de son discours d'ouverture lors de la conférence de vendredi dans l'hémicycle Bamana, à Mamoudzou : « Nous devons gagner le défi immense de protéger les enfants ». C'est dans ce but qu'a été créé l'Observatoire départemental de la protection de l'enfant en 2022. Son objectif est notamment de dresser un tableau de la situation, en exploitant les chiffres de l'Aide sociale à l'enfance (Ase) et de la Cellule de recueil des informations préoccupantes du Département (Crip). Si un premier rapport a été présenté en septembre, cette journée internationale est l'occasion de présenter les résultats de ces recherches à nouveau.

DES RECOMMANDATIONS DU CRIP

Pour améliorer cette situation, le Crip a émis dix-huit recommandations qui consistent notamment à améliorer le repérage des situations de maltraitance, que ce soit au niveau des violences physiques, des violences sexuelles ou encore des négligences. Mieux former les professionnels à identifier ces situations et à signaler les violences s'impose aussi comme une nécessité. Il faudrait également mieux saisir les indicateurs, réflexion faite après avoir constaté que plusieurs données sur certains dossiers étaient mal enregistrées. Recruter un médecin référent sur la protection de l'enfance dans le département fait également partie de ces recommandations.

88 MILLIONS D'EUROS DE DÉFICIT EN 2023

Si le nombre de familles d'accueil sur le territoire a augmenté ces dernières années, passant de 83 en 2016 à 252 en octobre 2023, ainsi que le nombre d'établissements d'accueil, avec 24 créés ces dernières années, ces moyens ne suffisent pas à accompagner l'ensemble des mineurs qui en ont besoin. L'observatoire parle d'un réseau saturé. « On doit pousser les murs en respectant le nombre de places physiques, mais en devant faire des dérogations, car cela ne correspond pas au nombre de places légales », admet Abdou-Lihariti Antoissi, directeur de l'Ase. Si les organismes se débrouillent pour qu'ils aient un toit, il est encore plus compliqué d'accompagner correctement les mineurs confiés à l'Ase. « Plus de 300 jeunes placés n'ont pas d'éducateurs », constate Amani Halidi, responsable ODPE. Un contexte qui pousse à prioriser les situations urgentes, et délaisser celles qui le sont moins. En cause, un manque de moyens criant. « On dépense plus que ce qu'on reçoit », explique Abdou-Lihariti Antoissi. On constate ainsi qu'en 2023, le budget de l'Ase est représenté par un déficit de plus de 88 millions d'euros. Le sous-préfet Cédric Kari-Herkner, présent ce jour-là, s'est voulu compréhensif et rassurant, tout en rappelant que l'Etat participe, mais que les délais administratifs sont souvent longs au vu du caractère urgent du sujet : « On ne va pas laisser la situation en l'état ».



29% DE FAMILLES NOMBREUSES À MAYOTTE

Avant tout, quelques chiffres ont été évoqués pour replacer les données sur la protection infantile dans leur contexte et mieux les comprendre. Ainsi, le Département a tenu à rappeler le fait que les enfants représentent la majorité de la population : 53% des habitants de Mayotte ont moins de 19 ans. L'importante précarité au sein du territoire est également à retenir, avec 77% de la population qui vit sous le seuil de pauvreté. Mayotte a ainsi un des plus grands nombres d'enfants par femme du pays, avec une moyenne de 4,6 enfants contre 1,8 en métropole, et 29% des familles sont considérées comme des familles nombreuses (trois enfants ou plus), contre 4% en Hexagone.

LES NÉGLIGENCES, PREMIÈRE CAUSE DE MALTRAITANCE

Les négligences lourdes envers les mineurs concernent 61% des cas de maltraitance, et la violence physique, 21%. Le Crip note aussi de nombreuses conduites à risque chez les enfants, comme les actes de délinquance, l'absentéisme scolaire ou encore l'addiction aux drogues et aux médicaments. « Le comportement qu'on retrouve le plus est la fugue et l'errance, qui représente 42% des comportements à risque », note Amani Halidi. Concernant les suivis entamés pour des questions de santé, on retrouve 72% de cas déclarés pour des grossesses précoces, qui ont concerné 309 mineures en 2022. « On a des cas dans lesquels des jeunes filles de parfois juste 11 ans sont enceintes », déplore la responsable ODPE.

LES ENFANTS CONNAISSENT-ILS LEURS DROITS ?

LES ADULTES SE RÉUNISSENT SOUVENT POUR PARLER DES DROITS DES ENFANTS, MAIS CES DERNIERS SE SENTENT-ILS RÉELLEMENT CONCERNÉS ? SI CERTAINS MINEURS SONT PARFAITEMENT CONSCIENTS DE LEURS DROITS, D'AUTRES LES IGNORENT. NOUS AVONS INTERROGÉ DES ADOLESCENTS AFIN DE SAVOIR S'ILS LES CONNAISSENT. VOICI LEURS RÉPONSES.

LES ENFANTS CONNAISSENT-ILS LEURS DROITS ?

AYAL, 14 ANS

« Oui je les connais mais ce n'est pas que à moi de les connaître. Quand on est enfant, on nous dit qu'on a des droits mais bizarrement, on ne voit que les devoirs. Je sais que j'ai le droit de parler et de m'exprimer et pourtant j'ai peur de le faire. J'ai le droit de rêver sans être jugé, sauf que ça ne marche pas, notre culture m'en empêche. J'ai le droit d'être respecté, mais je ne le suis pas à 100%. J'ai le droit à plein de choses, mais je ne les ai pas. Je me demande donc où sont mes droits ? »

BARAKA, 15 ANS

« Je sais que j'ai le droit de bien m'habiller, de manger avant d'aller à l'école. Mais je n'ai pas tout cela. Je ne mange pas le matin avant d'aller au lycée, à midi je ne mange pas non plus. Je mange une fois par jour. »

NADIA, 15 ANS

« Je connais mes droits en tant qu'enfant. J'ai le droit d'aller à l'école, le droit d'être respectée. J'ai le droit de vivre comme les autres. Pour ma part, je vis bien, mais je vois avec mes camarades que tous les enfants n'ont pas les mêmes privilèges et par conséquent ne sont pas égaux malheureusement. »

LYDIA, 16 ANS

« Pour moi les droits des enfants c'est avoir un minimum de liberté. On doit pouvoir s'exprimer mais beaucoup de parents ne laissent pas leurs enfants le faire. Par exemple, au sein de ma famille je ne peux rien dire parce que ma mère considère que je suis petite et que c'est elle qui m'a mise au monde. Quand elle me dit quelque chose, je n'ai pas le droit de la questionner, je dois obéir et c'est tout. »

ALEXIA, 16 ANS

« J'ai l'impression qu'à Mayotte tous les enfants n'ont pas les mêmes droits. Notamment concernant la nourriture. Certains n'ont pas à manger. Je trouve que dans notre lycée, peu d'élèves vivent comme des enfants normaux, et c'est injuste. Certains adultes disent que c'est mérité, alors qu'un enfant ne choisit pas sa famille, ni quelle vie il aura. Ce n'est pas juste que les adultes jugent les enfants en les traitant de délinquants. »



**« J'AI L'IMPRESSION
QU'À MAYOTTE
TOUS LES ENFANTS
N'ONT PAS LES
MÊMES DROITS »**

**« JE SAIS QUE J'AI
LE DROIT DE PARLER
ET DE M'EXPRIMER
ET POURTANT J'AI
PEUR DE LE FAIRE »**

Distinction

ÉDUCATION : REMISES DES PALMES ACADÉMIQUES À MAYOTTE 17 lauréats, dont un chevalier et un commandeur de l'ordre des Palmes académiques

Ce vendredi 24 novembre 2023, avait lieu la remise des Palmes académiques. Les décorations étaient remises par le recteur de l'académie de Mayotte, Jacques Mikulovic. Cette cérémonie a permis d'honorer la promotion du 14 juillet 2023 et a vu 17 lauréats être récompensés pour leur investissement dans l'Éducation nationale

17 lauréats ont été récompensés lors de cette cérémonie de remise des Palmes Académiques à Mayotte, dont 15 chevaliers, un officier et un commandeur. Pour obtenir la distinction d'Officier, il faut avoir été au moins 7 années chevaliers et pour être élevé au



grade de Commandeur, il faut avoir été au moins

7 ans Officier. Un long parcours qui témoigne de l'investissement de toutes ces personnes dans l'Éducation nationale depuis de nombreuses années. Sylvie Malo, déléguée régionale académique à l'information et à l'orientation, était ravie d'obtenir le titre de Commandeur des Palmes académiques, la plus haute distinction. « Je suis vraiment très honorée de recevoir cette décoration par monsieur le recteur, parce que pour moi les valeurs de l'éducation sont très importantes, fondamentales. C'est ce qui permet à notre territoire et à notre jeunesse d'avancer. Pour moi, c'est une manière de montrer que l'action de l'éducation est importante. »

Après dix années en tant qu'enseignant au service de l'éducation nationale, Bacar Achiraf, qui est actuellement le Président de la ligue de l'enseignement de Mayotte, a fait part de la satisfaction que son travail soit reconnu à sa juste valeur « C'est un signe de reconnaissance. Je suis très satisfait que l'institution, le rectorat et aussi le ministère

m'attribuent cette distinction. C'est un métier difficile qu'il faut aimer. ». Il a obtenu le grade de Chevalier. Dans 7 ans, s'il le souhaite, il pourra prétendre au grade d'Officier.

Pour sa première année en tant que recteur de l'Académie de Mayotte, Jacques Mikulovic a effectué par la même occasion sa première remise de distinctions institutionnelles lors de cette cérémonie. « C'est important qu'une institution reconnaisse l'investissement de ces personnes au service de l'éducation et de montrer que l'école de la République a permis à un certain nombre de s'en sortir. »

Cette cérémonie, placée sous le signe de l'émotion et de la reconnaissance du travail accompli, a permis de mettre en valeur toutes ces personnes qui œuvrent au quotidien depuis de nombreuses années au sein de l'Éducation nationale, mais également d'honorer les partenaires qui œuvrent au sein d'une mission éducative.

Anthony Maltret

L'ASSOCIATION MAYDYNAMIX PRÉSENTE

HIPPOCAMPE BATTLE II

BATTLE 2023 BREAK

PRICE MONEY | CYPHER | ÉCHANGE | PARTAGE | STAGES DE DANSE

SAMEDI 09 DÉCEMBRE 2023
(À PARTIR DE 13H30)

ÉQUIPES
BAD TRIP, TRU CRU, WAKE UP DANCE SCHOOL, 974 ALL STAR, RUNBOYCONNECTION, FEEDBACK, S_CREW_ZER, LES VIEUX MAÎTRES

JURYS
JOHN SMITH (TOTAL FEELING) PARIS
B-BOY JOYEUX (RUNBOYCONNECTION) LA REUNION
JUNIOR (POCKEMON CREW) LYON
DEMEZ (VAGABOND CREW/FEEDBACK) MAYOTTE

DT CHIEF

SOUTENU ET PARRAINÉ PAR

MME AHAMADI-MOUSSA, M
CONSEILLÈRE DÉPARTEMENTALE
DE DZAOUZDI-LABATTOIR

M. MAKENGO, H
DG DE MLEZI MAORÉ

MME DJOUMOI-GUEZ, J
DIRECTRICE
CLAP-PRODUCTIONS

MME DAROUÛCHE D
DIRECTRICE
MOYA RESIDENCE

AGL LABATTOIR - DZAOUZDI | GRATUIT | MAYDYNAMIX

ÉCONOMIE : L' IEDOM et le rectorat fidèles à l'éducation financière des jeunes

Depuis 2017, Banque de France, dont l'Institut d'Emission des Départements d'Outre-mer est la représentante ultramarine, et le ministère de l'Education nationale se sont mis d'accord pour éduquer les têtes brunes et blondes à gérer leur argent de poche, et, en allant vers les niveaux supérieurs du secondaire, à tenir un budget.

Cet accord s'est traduit par une nouvelle convention de partenariat signée le 22 novembre 2023. Plusieurs notions habituellement considérées comme pas très fun sont abordés par les agents de l'IEDOM accompagnés par quelques enseignants des établissements : établir un budget, expliquer les notions de monnaie, de dépenses, de crédit, d'épargne, faire des choix raisonnés en matière de dépenses, améliorer les connaissances dans les domaines économique, bancaire, etc.

Et en adaptant le discours. En primaire découverte de la monnaie et du budget, au collège, le passeport EDUCFI pour toutes les 4ème avec élargissement aux SEGPA et aux 3e prépa-métiers, au lycée professionnel et Section d'enseignement profession-



Jacques Mikulovic et Patrick Croissandeau partenaires sur l'EDUCFI

nel (SEP), ouverture du passeport EDUCFI à titre expérimental à la rentrée 2023, au lycée, STMG (sciences et technologies du management et de la gestion) et SES (sciences économiques et sociales), utilisation des ressources des sites nationaux : « mes

questions d'argent », la finance pour tous. Concours « le prix de l'excellence économique » pour les STMG, en Section Technicien Supérieur (STS) et IUT, utilisation du site « mes questions d'entrepreneur et du jeu associé ».

Les professeurs peuvent aussi bénéficier de formations animées par la Banque de France et l'IEDOM.

La Banque de France (IEDOM) intervient dans la conception de ressources pédagogiques nationales avec la DGESCO, met à disposition ses propres ressources et intervient auprès des classes et des enseignants pour former à des jeux adaptés aux niveaux scolaires. Ces jeux permettent d'accéder aux notions de façon illustrée et ludique.

LE JOURNAL DE MAYOTTE



Des élèves très réceptifs à cet éveil aux finances

ÉDUCATION : Un timide coup d'envoi du Salon régional de l'orientation des lycéens

Malgré un KO quasi généralisé, en termes de violences ou autres manifestations revendicatives dénonçant justement ces violences bien trop ancrées dans le quotidien des mahorais, le LPO de Chirongui lançait, ce mardi matin, la 3ème édition du Salon régional de l'orientation des lycéens.

Étalé sur près de 2 semaines, cet événement est l'occasion de présenter aux futurs bacheliers les différentes options, en matière d'Enseignement supérieur, offertes sur notre territoire. Comme à l'accoutumée, tout était cadré et millimétré niveau organisationnel au sein du Lycée polyvalent Tani Malandi de Chirongui, sous la sympathique vigilance du proviseur **Eric Keiser**. Une coordination qui se voulait parfaite, enrichie par la venue tant attendue d'une cinquantaine d'intervenants extérieurs provenant d'établissements publics, privés et même institutionnels. En somme,

un panel des plus complets qui s'est malheureusement vu nettement amoindri au regard des divers blocus routiers centralisés sur la zone de [Tsararano-Dembeni](#) mais également non loin de là, à [Mramadoudou](#). Une fois de plus, tristes répercussions, plus ou moins directes, pour cette jeunesse mahoraise qui incarne aussi, et avant tout, le devenir de notre île. Malgré cet absentéisme justifiable, incluant également Monsieur le recteur, **Jacques Mikulovic**, qui se devait de venir lancer officiellement les festivités par sa présence, les 417 élèves de Terminale ont pu aller glaner çà et là, dans les différents bâtiments du site, d'importantes données pour la poursuite de leur proche aventure estudiantine.

Action, interaction !

D'ordinaire, ces pistes d'orientation post-baccalauréat sont principalement centrée en la personne des respectifs professeurs principaux des élèves et

divulguées, parfois entre 2 portes, durant l'année. Difficile de se dégager mutuellement du temps. Cette matinée, exclusivement dédiée à ces dernières années, se veut justement concrète, ciblée, posée et efficacement éducative afin d'offrir à tous ces jeunes les différents outils dont ils ont besoin pour envisager, pré-amorcer et dessiner la suite de leur parcours. Des parcours plus ou moins anticipés, attendus ou encore aspirés mais dans tous les cas, toute information supplémentaire est bonne à prendre et l'organisation quelque peu chamboulée de la matinée fait que les professeurs et/ou intervenants présents sont à la fois dans une écoute et un plein échange, alimenté de saine curiosité, de légitimes interrogations et de bienveillance comme il est cas avec **Marine Mazzer**, professeur et intervenante Classe préparatoire aux études supérieures de sciences économiques et de gestion :

« Initialement, les élèves ont formulé en amont leurs souhaits pour justement cibler cette matinée sur leurs préférences mais comme vous l'aurez compris, beaucoup n'ont pu trouver les interlocuteurs qu'ils attendaient; du coup, nous nous tenons bien entendu à disposition de tous pour discuter avec eux, leur confiant aussi nos approches et parcours personnels. Cette proximité est plus naturelle finalement et les échanges sont fluides ». En face d'elle, 3 jeunes filles encore un peu indécises quant à la suite de leur cursus mais à l'unisson, une chose se veut quasi certaine : elles veulent toutes aller étudier hors de Mayotte pour mieux revenir... « C'est important d'aller s'imprégner d'autres cultures et visions pour s'enrichir intellectuellement et humainement. Grâce à cette matinée, j'ai pu avoir d'importants renseignements en lien avec Parcoursup et Ladom » nous indique l'une d'entre elles.

L'importance de la représentation



Lancement ce mardi 28 novembre 2023 du Salon régional de l'orientation des lycéens de Mayotte en l'établissement tertiaire de Chirongui

Parmi la dominante qui se tablait sur des propositions de BTS locaux, d'autres institutions aussi ouvertes sur le Monde étaient également présentes telles l'École hôtelière Vatel. Aux commandes de cette matinée présentation et questions/réponses, pas de responsable des études et/ou haut dignitaire du dit établissement mais bien 2 jeunes étudiantes en première année de Bachelor Hôtellerie internationale et anciennes lycéennes du LPO de Chirongui : « J'étais moi-même à la place de ces terminales l'année dernière et ai découvert complètement par hasard cette formation justement lors du Salon de l'orientation alors qu'initialement je voulais plus me diriger vers un cursus général, notamment en lien avec la Communication et les langues. Quand ce diplôme m'a été présenté, avec de surcroît un gros volet dédié à l'Anglais, langue obligatoire dans ce milieu, je me suis dit c'est ça que je veux faire et je ne le regrette vraiment pas. Le fait que nous soyons quelque part des jeunes ambassadrices de notre École fait que l'approche est plus décontractée et plus simple. Nous pouvons leurs donner des conseils certainement plus parlants et



Parmi les stands informatifs les plus sollicités (pour ne pas dire le Top One !) le fameux Parcoursup tenu ici par l'un des 3 chargés de mission sur notre département, Inzoudine M'Kadara

ça se passe vraiment très bien » nous confie **Nourah**.

Durant près de 3 heures, filles et garçons, futurs bacheliers filières générales ou spé, ont donc pu quérir

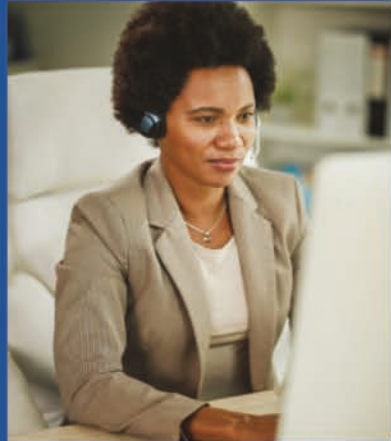
les grandes lignes des indispensables informations requises pour la suite de leur parcours. Dès ce mercredi matin, ça sera au tour des lycéens des Lumières de Kaweni d'aller à la pêche aux renseignements en espérant que leur programmation ne soit pas une nouvelle fois bouleversée...



De manière sainement décontractée, les terminales posent leurs questions aux divers intervenants présents. Ici, la professeure M.Mazzer face à un petit groupe improvisé sur la coursive

MLG

ANNONCES
LEGALES



DEMANDE DE
PUBLICATION

Les jeunes avaient la parole vendredi dernier au CUFR

Près de 250 personnes étaient présentes vendredi dernier au Centre universitaire de Dombéni pour écouter et échanger avec les jeunes HZW-CIDE autour des droits des enfants, du handicap, des violences intra familiales, ou tout simplement des perspectives d'avenir plus réjouissantes que celles que nous connaissons actuellement. Plusieurs clips ont été diffusés également, réalisés par les jeunes du Village d'EVA et du LVA de MESSO.



Colloque oblige, les présentations universitaires n'étaient pas en reste, avec entre autres l'intervention de Tanguy Mathon-Cécillon de Paris Nanterre et Louis Mathieu-Collin, de NAYMA autour de la non scolarisation à Mayotte.

Une journée ponctuée aussi par des témoignages bouleversants mais qui auront permis de mettre les droits de l'enfant au centre des préoccupations de notre territoire.

RÉGION ACADÉMIQUE
MAYOTTE

DÉPARTEMENT
MAYOTTE

SALON RÉGIONAL DE L'ORIENTATION DES LYCÉENS MAYOTTE 2023



Parents d'élèves de Terminale : vous êtes invités à y participer avec vos enfants !

- Mardi 28 novembre > 9h-13h
LYCÉE de CHIRONGUI
- Mercredi 29 novembre > 9h-13h
LYCÉE des LUMIÈRES
- Jeudi 30 novembre > 9h-12h30
LYCÉE de DOMBÉNI (Accueille les élèves du lycée de BANDJÉLÉ)
- Vendredi 1er décembre > 9h-13h
LYCÉE BAMANA
- Lundi 4 décembre > 9h-13h
LYCÉE de PETITE TERRE
- Mardi 5 décembre > 9h-13h
LYCÉE de KAWÉNI
- Mercredi 6 décembre > 9h-13h
CITÉ du NORD
- Jeudi 7 décembre > 9h-13h
LYCÉE de KAHANI
- Vendredi 8 décembre 9h-13h
LYCÉE de SADA

INTERVENANTS

- L'ACCOMPAGNEMENT AU CHOIX D'ORIENTATION POST-BAC
- LES FILIÈRES DE FORMATION
- LA VIE ÉTUDIANTE
- LE FINANCEMENT DES ÉTUDES
- LES AIDES AU LOGEMENT
- LA MOBILITÉ

Un salon pour l'orientation des futurs étudiants

Le salon régional de l'orientation des lycéens se déroulera du 28 novembre au 8 décembre 2023 dans les différents lycées de Mayotte. Avant que les lycéens ne formulent leurs vœux sur Parcoursup, l'objectif est de les accompagner, eux et leurs parents, dans la construction de leur projet de formation. Le salon régional de l'Orientation leur permettra de s'informer sur l'offre de formation dans l'enseignement supérieur et sur les dispositifs d'aide à leur future vie étudiante (bourses, mobilité, logement, etc.). Lors de ces journées, ils pourront échanger avec des intervenants des lycées, du Centre Universitaire de Formation et de Recherche (CUFR), de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI), et bien d'autres. Le salon aura lieu à chaque fois le matin : le mardi 28 novembre dans le lycée de Chirongui ; le mercredi 29 au lycée des Lumières ; le jeudi 30 au lycée de Dombéni ; le vendredi 1er décembre au lycée Bamana ; le lundi 4 au lycée de Petite-Terre ; le 5 à celui de Kawéni ; le 6 au lycée de la Cité du Nord ; le 7 à celui de Kahani et le vendredi 8 décembre au lycée de Sada.

ÉDUCATION : LE LYCÉE DES LUMIÈRES ORGANISE SON SALON DE L'ORIENTATION

Les élèves de terminale vont bientôt être amenés à faire un choix pour leur avenir



Mercredi 29 novembre, le lycée des Lumières à Mamoudzou organisait un salon de l'orientation pour les élèves de terminale. L'objectif de cette journée était d'informer les jeunes lycéens sur les différentes possibilités d'études ou de formations qui s'offrent à eux après le bac

Choisir son orientation n'est pas simple pour les jeunes lycéens. Ce mercredi matin, des élèves de terminale ont pu parcourir le salon de l'orientation organisé par le Lycée des Lumières. Certains élèves savent déjà ce qu'ils veulent faire. « Je veux devenir médecin plus tard. J'ai ce rêve depuis que je suis toute petite. J'aime beaucoup les enfants, je souhaite me diriger vers la pédiatrie », explique cette élève de terminale. Tandis que d'autres élèves ne savent pas encore ce qu'ils vont faire par la suite, comme le témoigne ce lycéen en classe de terminale générale : « Je n'ai pas encore d'idée de ce que je veux faire après le bac. Je sais qu'aujourd'hui, je vais découvrir des métiers et j'aimerais bien découvrir quelque chose que j'aimerais faire plus tard ».

L'année du baccalauréat est une période importante pour l'avenir de nombreux lycéens. « L'objectif de la journée, c'est qu'ils puissent affiner leur regard et leurs informations sur les différentes possibilités qui s'offrent à eux après le bac, en particulier à Mayotte », précise un professeur. Sur le territoire, il n'est pas forcément simple pour tous les élèves d'obtenir des informations sur les métiers vers lesquels ils souhaiteraient s'orienter. Se renseigner auprès de professionnels du secteur qui les intéresse est limité à ce que Mayotte peut offrir, contrairement à la Métropole où les salons de l'orientation sont beaucoup plus riches en informations.

Après-midi s'est déroulée en salle de classe avec des informations complémentaires, la préparation du grand oral, et aussi, des ateliers dédiés à Parcoursup pour connaître les différentes étapes qu'ils vont devoir mettre en œuvre pour aller sur la plateforme et valider leur choix de parcours post-bac. Il s'agit de la plateforme nationale de préinscription en première année de l'enseignement supérieur à laquelle les lycéens doivent se confronter. Parcoursup est un passage obligé et souvent une source d'angoisse pour les élèves et leur famille. En 2021, une étude mettait en avant que 82% des sondés trouvaient la procédure de la plateforme stressante, 36% insatisfaits des délais de réponse. Décider de son avenir n'est pas évident, encore plus avec une plateforme qui ne facilite pas les démarches, mais également avec l'offre d'études supérieures restreinte que Mayotte peut proposer à sa jeunesse.

Anthony Maltret

ANTSANITIA
RESORT

revivons l'essentiel

elwa
en une lettre,
vous êtes à Mayotte

ÉCOLOGE****, RESTAURANT, BAR, PISCINE,
EXCURSIONS, SALLE DE SÉMINAIRE

À 25 min de l'aéroport de Majunga
Informations et réservations : antsanitia.com | +261 32 03 98 00

ÉDUCATION : LA FÊTE DE LA SCIENCE TOUCHE À SA FIN À MAYOTTE

Danse, dessalement de l'eau et lutte contre les violences sexuelles au programme

Science



Le lycée Bamana à Mamoudzou organisait jeudi 30 novembre 2023 une journée spéciale pour clôturer la fête de la science 2023 à Mayotte. Des ateliers autour de la danse, une

conférence sur le traitement de dessalement de l'eau, et une association sont intervenues pour faire de la prévention sur les violences sexuelles

La 32^e édition de la Fête de la science 2023, qui avait pour thème cette année la science et le sport, s'est clôturée ce jeudi 30 novembre, après plus de trois semaines de mobilisation des établissements et des lycéens. Au lycée Bamana à Mamoudzou, les professeurs et les élèves ont animé et participé à plusieurs ateliers pour finir en beauté cette édition 2023. « Nous n'avons pas pu proposer beaucoup de choses cette année au lycée parce que des projets sont arrivés tardivement et nous n'avons pas pu les retenir, mais la Fête de la science concernait toute l'île », explique Antoine Ngo Bikoué, professeur de SVT. Durant cette journée de la science et du sport, une salle a été mise à disposition par le lycée pour des ateliers de danse. Les jeunes présents ont semblé s'être bien amusés au regard des sourires visibles sur leur visage et de l'énergie dépensée pour passer un bon moment entre élèves. Il y avait également une conférence sur le traitement de dessalement de l'eau animée par Kassim Mohamed Aboudou, professeur de physique chimie au lycée Bamana. « C'est lié à la problématique de la pénurie d'eau. C'est important de faire passer

le message auprès de nos élèves. Nous leur avons présenté cinq procédés de dessalement. Nous leur avons expliqué qu'il faut faire une étude préliminaire. C'est un projet à long terme, il faut un financement, des techniciens ». Il a également exprimé son souhait qu'une deuxième usine de dessalement voie le jour, mais en prenant en compte « la rentabilité, quand on investit, on attend un retour sur investissement ».

Une association mahoraise est également intervenue auprès des jeunes élèves pour faire de la prévention sur les violences sexuelles. Deux membres de l'association ont pris la parole pour instaurer un moment d'échange et leur parler de consentement, de viol et d'inceste. Un thème dont il est important de sensibiliser les jeunes. La Fête de la science 2023 a été une édition qui a suscité l'engouement des élèves et la participation active des professeurs. Des actions ont été organisées un peu partout dans les différents établissements de Mayotte à l'occasion de cet événement. Le rendez-vous pour la prochaine édition est donné pour 2024.

Anthony Maltret



ÉDUCATION : Information sur l'alternance dans les métiers du bois au CRIJ

Le Centre Régional d'Information Jeunesse (CRIJ) de Mayotte travaille sur plusieurs domaines : l'information autour de l'emploi, la formation, les sports et loisirs, la santé, l'éducation et l'environnement.

La structure est organisée autour de trois pôles majeurs dont l'animation d'un espace numérique et de documentation avec une offre de services diversifiés : animations thématiques, des ateliers CV/lettres de motivation, des informations collectives, des ateliers d'appui jeunes pour des recherches de formations, d'informations etc. Ce pôle est sous la responsabilité de trois animateurs information jeunesse.

Le second pôle consiste à assurer l'animation et la coordination du réseau information jeunesse à l'échelle du département afin de vulgariser l'information dans un territoire où l'accès à l'information reste très inégalitaire. Et depuis 2015 un pôle Mobilité européenne et internationale qui s'emploie à promouvoir la mobilité des jeunes en Europe. Pour ce faire, le CRIJ pilote une plateforme Mobilité Européenne et Internationale des jeunes dans le cadre d'un projet financé par le Fond d'Expérimentation Jeunesse (FEJ) du Ministère de la jeunesse et des Sports.

Il propose ce 4 décembre une découverte des métiers du bois, charpentier, menuisier, installateur bois, etc. « L'association des apprentis de France organise le parcours d'atelier Alternance & métiers du bois Vous découvrirez l'alternance et vos droits et devoirs en tant qu'apprentis. De plus vous aurez l'occasion d'échanger avec des acteurs de ces métiers (alternants, chef d'entreprise et coordinatrice des formations en alternance autour du bois) Enfin, vous découvrirez les réalités des métiers à travers des

ATELIER ALTERNANCE

LES MÉTIERS DU BOIS



Vous avez entre 15 et 29 ans ? Vous êtes intéressés par les métiers du bois ?
Venez découvrir l'alternance et rencontrer les acteurs de ces métiers.



Orientation
& projet pro



Formations
en alternance



Témoignages
parcours



Tes aides
& droits

 **Lundi 4 décembre**

 **9h > 12h**

 **CRIJ Cavani**

 **Inscription au 06 39 57 19 24**











Formation aux métiers de menuisier, charpentier, etc.

visites d'entreprises de ce secteur. »

Attention le nombre de participants est limité, alors inscrivez-vous vite en appelant au 06 39 57 19 24. L'alternance est possible pour toutes personnes en règle administrativement de 16 à 29 ans



ÉDUCATION : 433 apprentis suivis par le GRETA-CFA cette année à Mayotte !



L'attractivité des formations, la mobilité, le respect de la législation au travail et des droits des apprentis : autant de points abordés lors de ce conseil de perfectionnement.

Le GRETA-CFA de Mayotte, centre de formation initiale et continue, a dressé un bilan de son activité pour l'année 2023 ce jeudi 30 novembre. Depuis son ouverture à la rentrée 2020, le centre a vu son effectif croître de 11% avec une augmentation du niveau des formations pour répondre à une demande plus forte d'employés qualifiés sur le territoire.

433 apprentis sont sous contrat avec des entreprises cette année grâce au GRETA-CFA de Mayotte. Le centre de formation a tenu son conseil de perfectionnement ce jeudi 30 novembre en présence des différentes parties prenantes : les employeurs, Pôle Emploi, la Mission Locale, l'École Maritime, le RSMA, le Rectorat, le SGAR et des représentants des employeurs et des apprentis. Le « conseil de perfectionnement » est en fait un bilan chiffré obligatoire de l'activité du centre. Il en ressort que son activité a augmenté de

11% depuis son ouverture en 2020 avec environ 50% de BTS. « Lorsque nous avons ouvert, nous avions 50% de CAP. Aujourd'hui la tendance s'est inversée car les entreprises demandent des niveaux de qualification plus élevés », a révélé Stéphanie Clockers, la responsable administrative du centre.

Les BTS du GRETA-CFA couvrent beaucoup de métiers en lien avec le commerce, la logistique ou le management. Les CAP sont quant à eux davantage en lien avec les métiers de l'hôtellerie, de la restauration ou de la sécurité. Ce dernier domaine a le vent en poupe chez les jeunes peu ou pas qualifié et cela tombe bien puisque les entreprises de sécurité comptent parmi les plus gros employeurs du centre. La délinquance galopante qui sévit sur notre île n'est évidemment pas étrangère à ce phénomène. En tout cas le concept de formation professionnelle est de plus en plus connu à Mayotte et suscite l'engouement des jeunes.

192 employeurs partenaires

Le GRETA-CFA accompagne chaque jeune formé afin de lever ses blocages dans quelque domaine que ce soit : administratif, rédaction de CV, recherche d'employeurs, etc. Avec 192 employeurs partenaires du centre, les jeunes ont de quoi faire et ce dernier fait tout pour faciliter les échanges. Les entreprises sont elles aussi accompagnées pour l'aide à l'embauche. L'apprenti touche un pourcentage du Smic qui va de 27% à 100% en fonction de son âge et de son niveau de qualification. La plupart des employeurs sont des entreprises privées, mais le centre compte également quatre structures du secteur public : les mairies de Mamoudzou et Sada, le conseil départemental et la DEAL.

Le GRETA-CFA étant le centre de formation officiel de l'Éducation Nationale, ses huit sites sont répartis autour des principaux lycées de l'île. En ce mois de novembre, 112 jeunes sont encore à la recherche

d'employeurs, ce qui pourrait faire monter à 545 le nombre d'apprentis suivis par le GRETA-CFA en 2023. « Mais nous savons d'expérience qu'il n'y a jamais 100% de demandeurs qui trouvent leur bonheur », avoue Stéphanie Clockers.

N.G

Le Journal de Mayotte
<https://lejournaldemayotte.yt>

-

Édité par la SARL BARA au capital de 400 euros

-

CPPAP : 0126 Y 92314
I.S.S.N. : 2416-9714

-

Rédactrice en chef : Anne Perzo-Lafond
Directeur de publication: Bruno Mattéi

-

Contact commercial :
+33.7.85.05.96.59
pub@lejournaldemayotte.com



Les échanges, riches, ont été animés par Jacky Mongodein, le directeur opérationnel du GRETA-CFA.

Retrouvez en direct les annonces des coupures d'eau.

Mayotte
INF



scannez moi



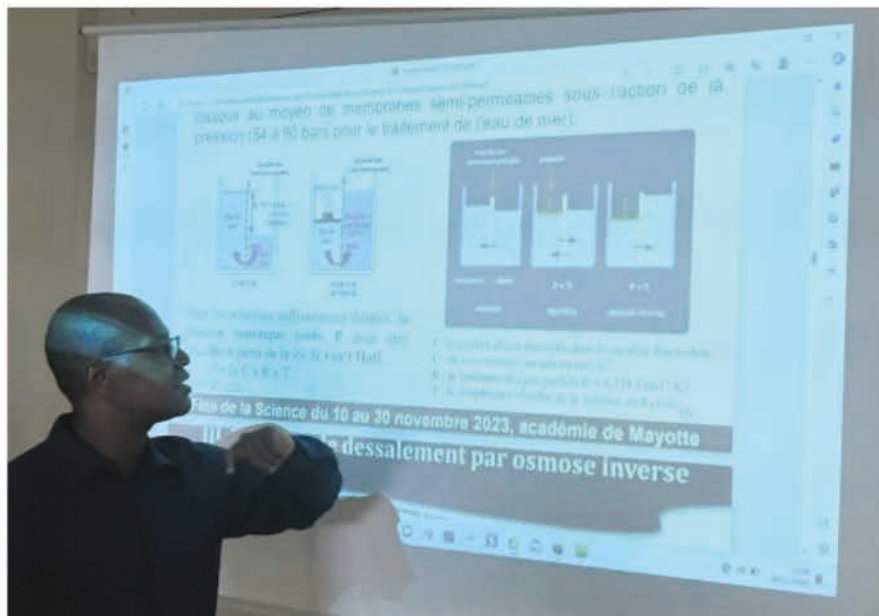
Le conseil a réuni toutes les parties prenantes du centre de formation.

ÉDUCATION : Le lycée Bamana clôture l'édition 2023 de la Fête de la science

Commencée le 10 novembre dernier au collège Frédéric D'Achery de Kougou, la Fête de la science s'est clôturée hier au lycée Younoussa Bamana de Mamoudzou. Quatre ateliers étaient proposés au menu de cette dernière journée, un premier sur la nutrition, un deuxième sur le sport, un autre consacré à sensibiliser les élèves aux violences dans le sport, et enfin un dernier atelier sous forme de conférence avec pour thème l'eau.

L'eau au cœur des problématiques actuelles

Les ateliers étaient ouverts à l'ensemble des élèves du lycée mais ce sont essentiellement des classes de premières qui ont participé aux ateliers. Les adolescents ont ainsi été sensibilisés à la problématique de l'eau par Kassim Mohamed Aboudou, professeur de physique-chimie au lycée Bamana. « A Mayotte la pénurie d'eau est un véritable problème... Aussi je trouvais intéressant de faire passer un message aux élèves sur ce sujet en leur montrant qu'il y a plusieurs solutions », explique le professeur. Les élèves ont ainsi pu comprendre la technique du dessalement de l'eau de mer et le principe d'un osmoseur. « Je leur ai montré plusieurs méthodes pour avoir de l'eau potable, notamment celle du dessalement, puisque nous avons une usine en Petite-Terre. Mais l'objectif est aussi leur faire comprendre que cela nécessite des études préliminaires, des financements, du personnel qualifié comme des techniciens spécialisés pour la maintenance ou encore des ingénieurs. Et ce n'est pas tout puisqu'il faut trouver également le bon endroit pour installer une usine ». Concernant une potentielle deuxième usine dans l'île, le professeur de physique-chimie espère que cela se fera. « La France n'a jamais croisé les bras... Elle sait



Kassim Mohamed Aboudou, professeur de physique-chimie, a donné une mini conférence sur le thème de l'eau.

s'adapter et répondre aux nouvelles technologies, aussi on y croit, même si cela demande un peu de temps », résume-t-il.

Nutrition et sport doivent aller de paire

Cette année le thème de la Fête de la science était le sport, il était donc tout à fait normal qu'un atelier y soit consacré et où les élèves ont pu pratiquer de la danse. Mais ce n'est pas tout puisqu'en parallèle il y avait un atelier nutrition. « L'idée est de faire comprendre aux élèves que le sport est bon pour la santé mais que la nutrition l'est tout autant, elle doit suivre. Cela ne sert à rien de faire du sport et de se ruiner après sur des aliments ou des sodas bourrés de calories », explique Nicolas Dubois, professeur de SVT (Sciences de la Vie et de la Terre). Cet atelier, proposé initialement par les étudiants en master 1 MEEF (métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation) du CUF de Dombeni, a spécialement

été transposé pour les élèves de premières. « Nous leur avons fait des plaquettes informatives, sous forme de jeu, avec la composition de certains aliments pour tout ce qui concerne les protéines, les glucides et les lipides, ainsi que le nombre de kilocalories (kcal) afin qu'ils puissent lire et comprendre un étiquette nutritionnelle ». On apprend ainsi que dans une cannette de soda de 33 centilitres d'une marque très connue, il y a l'équivalent de 6 morceaux de sucre !

Les violences sexuelles dans le sport un sujet encore tabou

Enfin les élèves ont été sensibilisés aux violences sexistes et sexuelles dans le sport avec l'association mahoraise Profession Sport et Loisirs (PLS). « A Mayotte le sport est un espace de sociabilisation important, il y a beaucoup de gens qui le pratique. Nous avons donc mis en place un atelier, à la demande du rectorat, afin de faire de la prévention mais aussi en essayant de



Le sport était le thème de l'édition 2023 de la Fête de la science.



L'association Profession Sport et Loisirs est intervenue pour sensibiliser les élèves aux violences sexuelles dans le sport.

créer un lien de confiance afin que les élèves puissent éventuellement se libérer de certaines appréhensions. Pour cela, il faut qu'ils adhèrent aux informations qu'on va leur donner », raconte Alizé Potié, chargée de mission et formatrice au sein de PLS. Plusieurs thématiques ont ainsi été abordées, ainsi que les notions de consentement, de prescription ou encore les différents types de violences sexistes et sexuelles.

La Fête de la science a battu son plein durant près de trois semaines dans l'ensemble des établissements scolaires du territoire. Plusieurs milliers d'élèves ont ainsi pu se familiariser avec certaines disciplines scientifiques ou tout simplement partager et découvrir des expériences inédites.

B.J.



Suivez toute l'actualité sur



Site web : ac-mayotte.fr

X : [@ac_mayotte](https://twitter.com/ac_mayotte)



**RÉGION ACADÉMIQUE
MAYOTTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*